



DEVELOPPEMENT

ÉMERGENCE

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2017

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2017



SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : PRESENTATION ET ACTIVITE DE LA BANQUE 6

I. HISTORIQUE DE LA BNI	7
II. PRESENTATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	8
III. DIRECTION GENERALE	8
IV. PRESENTATION DU COMITE DE DIRECTION	9
V. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE	10
VI. ACTIVITE DE LA BANQUE	12

DEUXIEME PARTIE : ETATS FINANCIERS 26

I. EVOLUTION DE LA SITUATION BILANTIELLE	29
II. EVOLUTION DES DONNEES DE GESTION	31
VIII. PERSPECTIVES	36



LE MOT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

La Banque Nationale d'Investissement (BNI), banque à capitaux 100% étatique accompagne l'Etat dans sa politique de développement de la Côte d'Ivoire. Au moment où le pays s'est résolument tourné vers l'avenir en choisissant la voie de l'émergence, la BNI continue de jouer un rôle déterminant.

Ainsi au cours de l'exercice 2017, dans la droite ligne des différentes politiques amorcées, qui ont valu de nombreuses distinctions nationales et internationales à la Banque, les instances dirigeantes ont voulu aller plus loin en mettant davantage la clientèle au cœur de l'activité dans un environnement sain.

La mise en œuvre d'un vaste plan stratégique dénommé 'Excellence 2021' au travers de 11 chantiers dont celui de la refonte du modèle relationnel et du commerce de détail a imposé dans son développement une nouvelle organisation commerciale et surtout une optimisation de l'animation commerciale du réseau.

Un fort accent a alors été mis sur la qualité des services, l'élaboration de procédures internes plus adaptées et sur l'assainissement du portefeuille clients.

Cependant, s'engager dans ce vaste plan devant inscrire l'Institution dans une dynamique de restructuration des fondamentaux revenait à un ensemble de choix pouvant aller jusqu'à affecter les principaux agrégats de la Banque.

2017 constitue donc l'année de remise à plat qui précède un nouvel élan dans la croissance de la Banque.

Le pari a été pris ! Celui de donner à la Banque les moyens d'affronter sereinement les défis futurs avec une amélioration notable du système d'information et une base assainie pour une nette consolidation des fonds propres effectifs et une conformité avec les exigences réglementaires.

Tous ces efforts ont visé un seul objectif : le respect des normes réglementaires pour une meilleure prise en charge d'une clientèle de plus en plus exigeante dans un secteur bancaire hautement concurrentiel.

Du chemin a été parcouru, mais beaucoup reste encore à faire, pour continuer à jouer son rôle d'acteur incontournable dans le financement de l'économie de la Côte d'Ivoire et d'une banque tournée vers les PME et la clientèle de Particuliers.



PREMIERE PARTIE :
PRESENTATION DE LA BANQUE



I. HISTORIQUE DE LA BNI

Née de la volonté des autorités ivoiriennes d'asseoir le développement de la Côte d'Ivoire sur une institution forte et crédible, la Banque Nationale d'Investissement (BNI) a été créée en 1959 (par décret n° 59-209 du 21 octobre 1959) sous l'appellation de Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) qui assurait, entre autres missions :

- **La recherche et la mobilisation des ressources**

internes et externes pour financer le développement du pays ;

- **Le service de la Dette Publique ;**

- **La gestion des dépôts des EPN (Etablissement Public National).**

Depuis 1998, de nouvelles orientations ont été données à la Banque. Elle est ainsi devenue une banque d'investissement après avoir obtenu un agrément d'établissement bancaire auprès de la Commission Bancaire de l'UMOA et de la BCEAO, avec statut de société d'Etat.

Elle assure depuis lors, la triple fonction de banque d'investissement, de refinancement et de conseil. Ces métiers sont déclinés en six (06) axes qui font de l'institution :

1) Un organisme de péréquation de l'épargne publique ;

2) Un organisme de financement des investissements du secteur agricole ;

3) Un organisme de refinancement des banques et établissements financiers ;

4) Un acteur dans le partenariat public-privé dans le financement des investissements publics rentables et des Petites et Moyennes

Entreprises ;

5) Un acteur sur le marché des capitaux ;

6) Un agent d'exécution de missions contractuelles de service public.

Afin de permettre à l'institution de s'adapter à ces nouveaux métiers, la dénomination sociale de l'ex-CAA a été transformée en Banque Nationale d'Investissement depuis 2004 et le capital social a été porté à 20 500 millions de FCFA.

Par ailleurs, la BNI a créé deux filiales :

- **BNI-FINANCES en janvier 2004, qui est une Société de Gestion et d'Intermédiation (SGI), dont le rôle est de soutenir les métiers de banque d'investissement et de banque conseil de la BNI.**

- **BNI-GESTION en avril 2008 qui est un établissement spécialisé en gestion d'actifs qui a pour mission de lancer et gérer des fonds, en collectant l'épargne des investisseurs (dont des particuliers) pour ensuite effectuer des placements pour leur compte.**

Au 31 décembre 2017, les organes dirigeants de la banque sont composés du Conseil d'Administration avec quatre Comités (Comité d'Audit, Conseil de Crédits, Comité Stratégique, Comité des Ressources Humaines), de la Direction Générale appuyée de dix Comités (Comité de Direction, Comité de Gestion Actif /Passif, Comité de Direction Restreint, Comité Excellence 2021, Comité Projets Hors Stratégie, Comité Capital Humain, Comité Risque Bancaire, Comité Recouvrement, Comité Commercial et Marketing, Comité de Crédit).



II. PRESENTATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration au 31 décembre 2017 est composé des membres (9) suivants :

M. Souleymane CISSE	<i>Président du Conseil d'Administration</i>
M. Emmanuel AHOUTOU KOFFI	<i>Administrateur</i>
M. Adama COULIBALY	<i>Administrateur</i>
M. Antoine Kacounseu MIMBA	<i>Administrateur</i>
M. Youssouf FADIGA	<i>Administrateur</i>
M. Thiékoro DOUMBIA	<i>Administrateur</i>
M. Nicolas DJIBO	<i>Administrateur</i>
M. Pierre René Magne WOELFELL	<i>Administrateur</i>
M. Faman TOURE	<i>Administrateur</i>

III. DIRECTION GENERALE

Au cours de l'année 2017, la Direction Générale de la Banque a été assurée par :

M. Eugène KASSI N'DA	<i>Directeur Général par intérim</i>
M. Malick T.TIO-TOURE	<i>Directeur Général Adjoint par intérim</i>

IV. PRESENTATION DU COMITE DE DIRECTION

Au 31 décembre 2017, le Comité de Direction était composé des membres suivants :

M. Eugène KASSI N'DA	<i>Directeur Général par intérim</i>
M. Malick T.TIO-TOURE	<i>Directeur Général Adjoint par intérim</i>
M. Narcisse Roland ADJET	<i>Directeur Financier et Comptable</i>
M. Jean Marc GUEI	<i>Directeur du Risque</i>
Mme Léa YAO TANOH	<i>Directrice Juridique et du Contentieux</i>
M. Daniel Douley KOUADIO	<i>Directeur de l'Audit Interne</i>
M. Benjamin BAHONTO	<i>Directeur du Contrôle Interne</i>
Mme Marcelle Yangni AGBOMI	<i>Directrice des Ressources Humaines</i>
M. Mamadou SANOGO	<i>Directeur de la Clientèle Entreprises</i>
Mme Oumou Henriette DIALLO	<i>Directrice de la Clientèle des Particuliers et du Réseau</i>
M. Georges N'GUESSAN	<i>Directeur des Systèmes d'Information</i>
Mme Laure ASSAMOI	<i>Directrice des Relations avec les Institutions Financières</i>
Mme Amélie KOLANTRIN	<i>Directrice de l'Organisation</i>
M. Raphaël SEA	<i>Directeur des Opérations</i>
Mlle Maya AKRE WATANABE	<i>Chef du Département Communication et Marketing</i>



V. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

V.1. Environnement économique international⁽¹⁾

En 2017, la croissance économique mondiale s'est établie à 3 %, selon les données de l'ONU, ce qui représente une nette hausse par rapport au taux de 2,4 % de 2016 et correspond au niveau le plus élevé enregistré depuis 2011. Les indicateurs du marché du travail continuent de s'améliorer dans un large éventail de pays et les deux-tiers environ des pays du monde ont connu une croissance plus forte en 2017 que l'année précédente. Au niveau mondial, la croissance devrait demeurer stable, à 3 %, en 2018 et 2019.

Dans ce contexte, l'Afrique devrait expérimenter une reprise de la croissance globale de son PIB, avec des prévisions d'augmentation de 3,5% en 2018 et 3,7 % en 2019.

V.2. Environnement économique national⁽²⁾

L'économie ivoirienne connaît une croissance de 8,1% en 2017 malgré les chocs internes et externes, notamment la chute des cours du cacao.

Le secteur primaire enregistre une croissance de 9,9% contre un taux de -1,1% en 2016, grâce au rebond de l'agriculture d'exportation (14,3%) et la consolidation de l'agriculture vivrière (7,4%). La croissance de l'agriculture d'exportation est soutenue, d'une part, par la hausse des productions de cacao (21,4%), de l'ananas (25,7%), du sucre (23,5%) et de la banane (15,7%) et, d'autre part, par une bonne pluviosité et un meilleur traitement phytosanitaire des plantations

Le secteur secondaire connaît une hausse de 7,3% après la progression notable de 15,2% enregistrée en 2016. L'activité du secteur est soutenue par la consolidation des BTP (12,0%), des produits pétroliers (12,1%) et des industries manufacturières (hors raffinerie et agro-alimentaire) (13,4%).

Le secteur tertiaire bénéficie des bonnes performances des secteurs primaire et secondaire. Ainsi, la valeur ajoutée de ce secteur progresse de 9,1% .

L'inflation est contenue à 1,0% en moyenne annuelle (en dessous de la norme communautaire de 3%), malgré le renchérissement des prix des produits importés. Cette maîtrise de l'inflation résulte de l'accroissement de l'offre intérieure de denrées alimentaires et de la mise en œuvre des stratégies du Gouvernement de lutte contre la vie chère.

(1) : Situation et perspectives de l'économie mondiale 2018 de l'ONU, (www.un.org/development/desa/dpad/publication/situation-et-perspectives-de-leconomie-mondiale-2018-resume)

(2) : Rapport de présentation de la loi de finances portant budget de l'Etat de Cote d'Ivoire pour l'année 2018 page 3&4

V.3. Environnement bancaire national

Le réseau bancaire ivoirien a connu une croissance de 5% entre 2016 et 2017. En effet, le réseau bancaire ivoirien couvre l'ensemble du territoire national à travers 691 agences et 975 distributeurs automatiques de billets ou guichets automatiques de Banque. Le secteur emploie 9 093 salariés contre 7 919 un an plus tôt avec plus de 2,5 millions de clients pour plus de 3,2 millions de comptes ouverts. Le taux de bancarisation estimé par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique de Côte d'Ivoire est de 17,57% à fin décembre 2017.

Le total bilan du secteur est passé de 9 658,81 milliards de FCFA en 2016 à 10 878,55 milliards de FCFA en 2017 soit une hausse de 12.63%, traduisant ainsi la bonne performance du secteur. Ainsi le produit net bancaire des établissements de crédits s'est établi à 596,86 milliards de FCFA, en progression de 72,28 milliards de FCFA par rapport à l'année dernière.

Avec un total bilan de plus 1 000 milliards de FCFA pour chacune d'elles, les quatre (4) premières banques du secteur detiennent à elles seules 52% de part de marché et concentrent plus de la moitié des activités du secteur.

Par ailleurs, la qualité du portefeuille s'est dégradée de plus de 60% par rapport à l'année dernière. Cette tendance est portée par la hausse de l'encours des créances en souffrance brutes et des provisions.

Evolution des ressources et emplois du secteur bancaire

(En milliards de FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Evaluation 2016-2017	
									Valeur	Valeur
Ressources (1)	3 136	3 694	4 037	4 737	5 793	7 250	6 632	9 507	2 875	43%
Emplois	2 672	3 113	3 313	3 785	4 526	5 757	5 302	7 939	2 637	50%

(1) Y compris les ressources interbancaires

Les ressources du secteur bancaire ont connu un accroissement de 43% entre 2016 et 2017. Par ailleurs les emplois ont connu une croissance plus importante sur la même période passant de 5 302 milliards en 2016 à 7 939 milliards de FCFA en 2017, soit une performance de +50%.

Positionnement de la BNI

Parts de marchés APBEF-CI au 31/12/2016 (milliards de FCFA)

Ressources clientèles					Emplois clientèles				
Total Banque	BNI	Position de place	Rang	Position de place 31/12/2016	Total Banque	BNI	Position de place	Rang	Position de place 31/12/2016
7 474	500,18	6.69%	8	7,02%	6 180	298	4.84%	7	6,22%

La part de marché de la BNI, sur le plan de la collecte des ressources de la clientèle, enregistre une légère baisse de 0,33 point passant de 7,02% en 2016 à 6.69% en 2017.

S'agissant des emplois, on observe le même phénomène. En effet, la part de marché de la BNI passe de 6.22% en 2016 à 4.84% soit une baisse de 1.38 point.

Au cours de l'année 2017, la Banque a procédé à l'ouverture de 6 nouvelles agences. Ainsi, la poursuite de son programme d'investissement pour l'extension de son réseau (construction d'agences et GAB libres) devrait permettre à la Banque d'accroître ses capacités.



VI. ACTIVITE DE LA BANQUE

Faits marquants de l'exercice

- Souscription à l'emprunt obligataire TPCI 2017-2029 pour un montant de FCFA 10 000 000 000 à un taux de 6,25%, en Avril 2017.
- Ouverture de 06 nouvelles agences prévues pour l'exercice 2017 (Plateau Immeuble Alliance, Iboke, Irobo, Adjamé St Michel, Man, Yopougon 2)
- Lancement du produit BNI ONLINE au cours du mois de juin 2017
- Souscription TPCI 2017-2024 de 20 milliards à 5,95% dont 10 milliards de conversion de créances.
- Remboursement d'une avance de marché de FCFA 36 milliards de PFO.
- Mission de contrôle de la commission bancaire du 05 septembre au 13 octobre 2017
- Démarrage des travaux de mise en œuvre du plan stratégique Excellence 2021
- Mise à la disposition du Ministère de l'Economie et des Finances du 12eme étage de l'immeuble SCIAM, dans le cadre d'un contrat de location.
- Signature d'une convention de partenariat entre la DGI et la BNI portant sur les télépaiements en matière fiscale. La BNI perçoit une rémunération fixe annuelle de FCFA 500 millions ;
- Signature le 04 juillet 2018 d'une convention de rachat par l'Etat de créances privées détenues par la BNI pour un montant brut de 8,3 milliards et deux conventions de titrisation portant sur un montant Total de FCFA 12,8 milliards.
- Demande de mise en liquidation de SAF-CACAO formulée par le Conseil Café-Cacao,
 Difficultés de clients tels que CONDICAF suite à la faillite de TRANSMAR Commodities.

L'année 2017 a été marquée par une hausse de la collecte des ressources au niveau de la Banque, principalement sur les comptes des industries extractives ainsi que sur les comptes des compagnies d'assurances et les sociétés immobilières.

CHIFFRES CLES

(Montants exprimés en millions de FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Effectif	412	434	483	496	512	517	540	595
Masse Salariale	6 586	6 579	6 762	7 864	7 447	7 695	8 108	8 931
Nombre d'Agences	24	26	29	29	30+1(a)	30+1(a)	30+2(a)	36+2(a)
Capital	20 500	20 500	20 500	20 500	20 500	20 500	20 500	20 500
Chiffres d'Affaires	17 834	23 691	31 232	31 794	36 918	37 189	34 175	40 041
Produit Net Bancaire	12 767	18 894	25 938	25 442	29 250	29 053	24 873	31 396
Autres Frais Généraux	9 306	7 893	9 229	8 379	9 133	9 728	10 512	11 096
Coefficient d'Exploitation	143%	94%	74%	73%	68%	71,48%	87,08%	75,7%
Résultat Net	- 10 623	4 386	8 691	6 407	- 1 405	3 522	1 877	-17 775

(a) Cash point

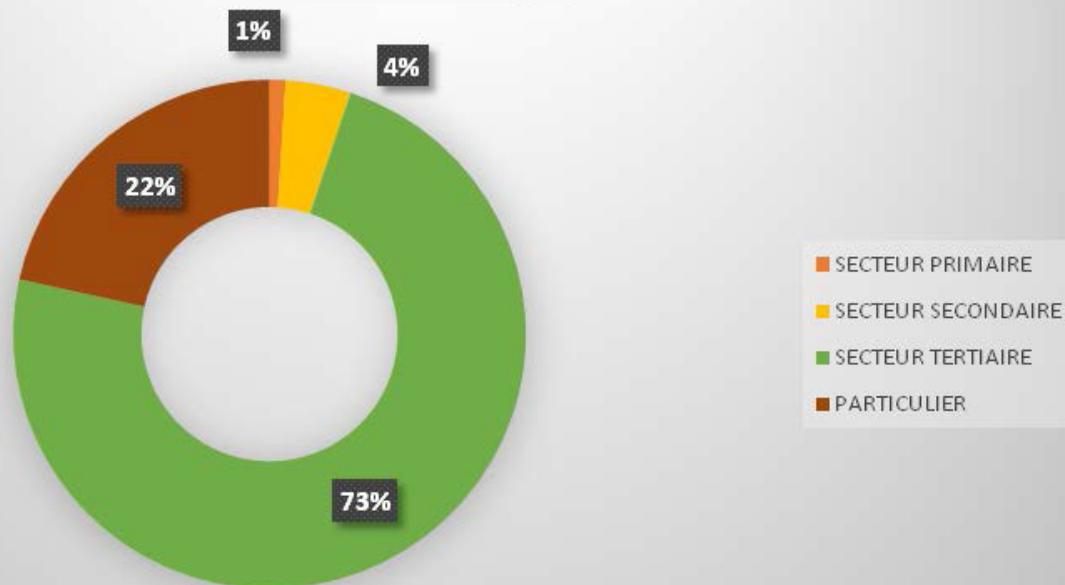
VI.1 La Collecte de l'épargne

La banque a observée une hausse des dépôts, induisant une augmentation des ressources. En effet, l'encours des dépôts passe de 466 264 millions de FCFA en 2016 à 500 087 millions de FCFA en fin 2017, soit une croissance de 33 824 millions de FCFA représentant 7%.

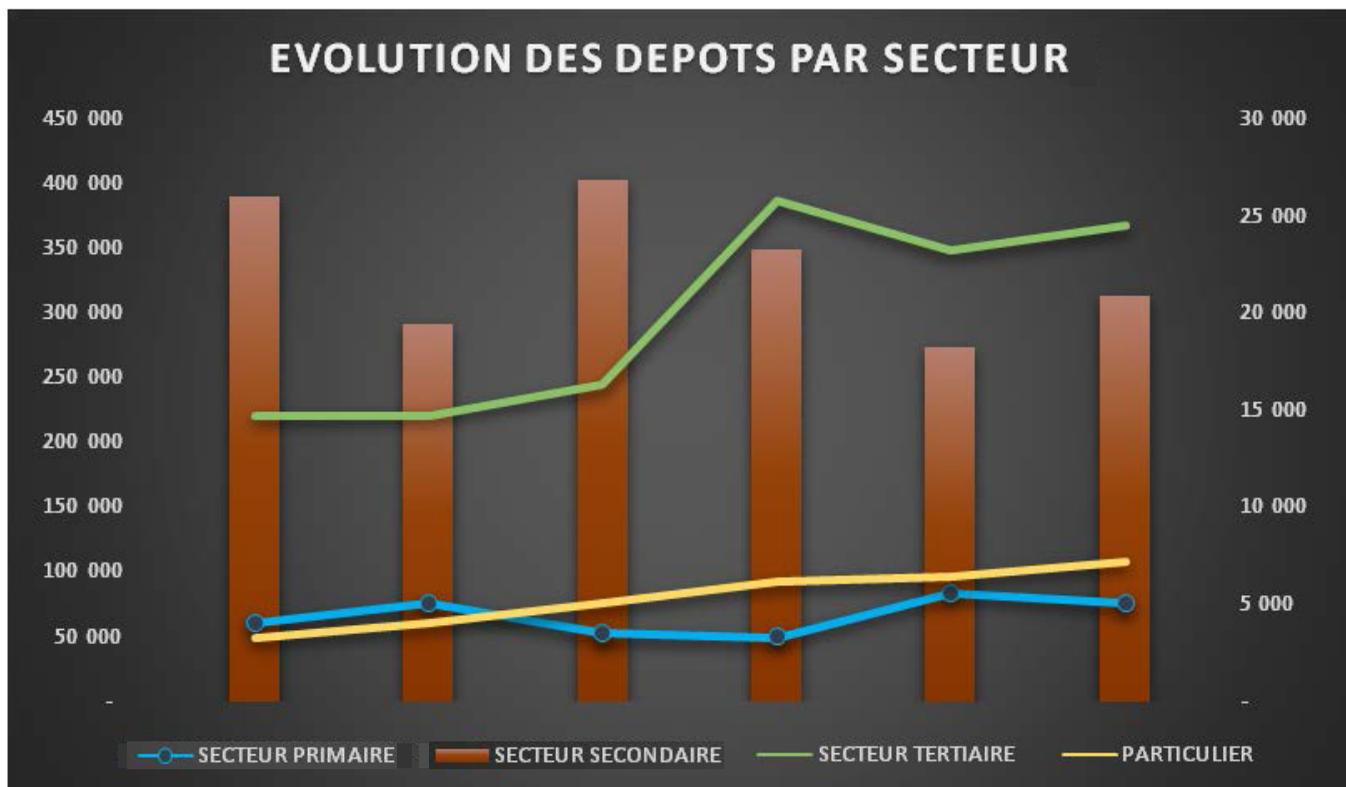
Les dépôts se répartissent comme suit :

Secteur d'activités	MONTANTS (en millions de FCFA)			Variation (2016-2017)	
	2015	2016	2017	En valeur	En %
Secteur primaire	3 317	5 574	5 027	- 547	-16,49%
Secteur secondaire	23 264	18 198	20 876	2 678	11,51%
Secteur tertiaire	386 756	347 096	366 617	19 521	5,002%
Particuliers	92 070	95 395	107 658	12 263	13,32%
	505 408	466 264	500 178	33 914	7%

REPARTITION DES DEPOTS PAR SECTEUR D'ACTIVITES (%)

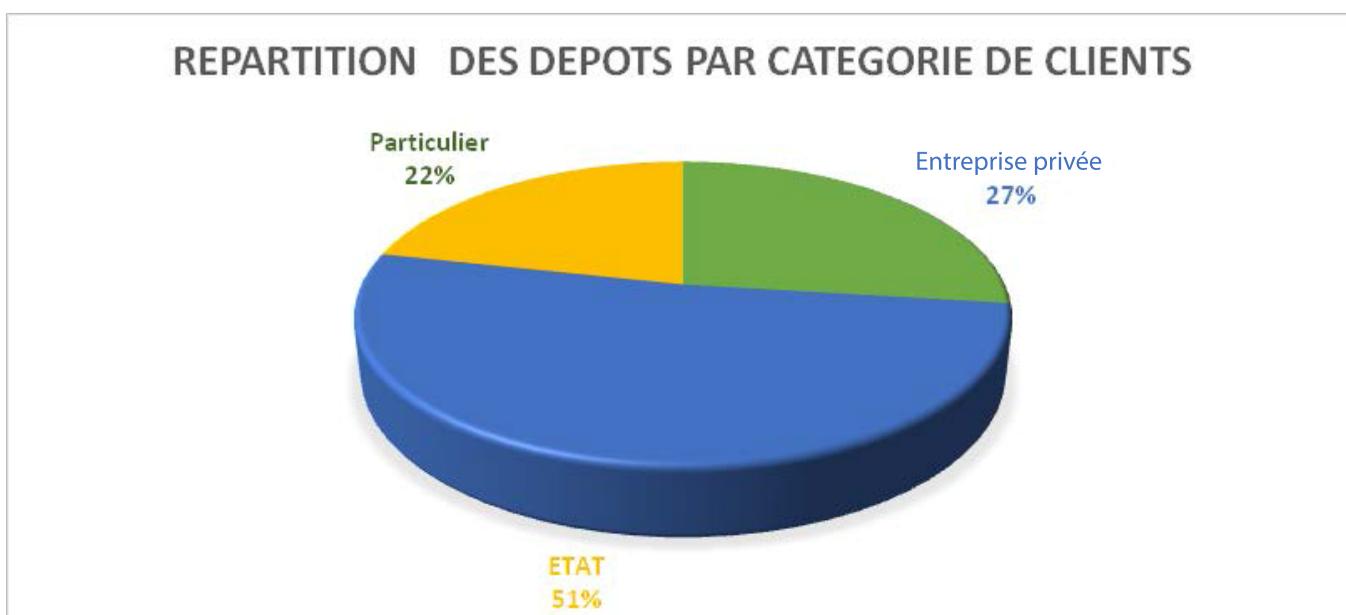


SECTEUR	2012	2013	2014	2015	2016	2017	VARIATION (2016-2017)	
SECTEUR PRIMAIRE	4 033	5 051	3 448	3 317	5 574	5 027	- 547	- 16%
Agriculture chasse sylviculture	4 033	5 051	3 448	3 317	5 574	5 027	- 547	- 16%
SECTEUR SECONDAIRE	25 970	19 393	26 869	23 264	18 198	20 876	2 678	12%
Industries extractives	2 885	629	108	642	134	61	- 73	- 11%
Industries manufacturières	-	6 285	8 564	6 805	4 024	5 483	1 458	21%
Electricité, Gaz et Eau	11 701	2 607	2 241	2 334	1 212	1 146	- 66	- 3%
Bâtiments et Travaux publics	11 384	9 872	15 956	13 483	12 827	14 185	1 358	10%
SECTEUR TERTIAIRE	221 030	222 601	244 245	386 756	347 096	366 617	19 521	5%
Commerce de Gros et de Détail	24 436	26 582	15 600	23 849	27 006	18 825	- 8 180	- 34%
Transport Entrepôts et communication	50 366	17 122	7 765	11 548	11 650	16 574	4 924	43%
Banques Assurances Affaires Immobilier	73 757	92 927	108 068	210 392	165 060	183 357	18 298	9%
Services à la collectivité, sociaux et Pers	72 471	85 970	112 812	140 967	143 381	147 860	4 479	3%
Particuliers	49 124	59 831	75 210	92 070	95 395	107 658	12 263	13%
TOTAL GÉNÉRAL	309 955	306 847	350 773	505 594	466 264	500 178	33 914	7%



Les ressources augmentent d'environ 34 milliards de FCFA. Cette augmentation provient pour l'essentiel des banques et assurances (+18 milliards FCFA) et des particuliers (12 milliards FCFA).

Les ressources collectées en 2017 se répartissent en 51% de ressources de l'Etat contre 55% en 2016, 27% de ressources collectées sur les entreprises privées contre 25% en 2016 et 22% pour les clients particuliers contre 20% en 2016.



VI.2 Les financements des secteurs d'activités.

Au cours de l'année 2017, différents secteurs ont bénéficié des concours de la BNI répartis comme suit :

Secteur d'activités	MONTANTS (en millions de FCFA)		Variation (2016-2017)	
	2016	2017	En valeur	En %
Secteur primaire	2 517	912	- 605	- 63,77%
Secteur secondaire	57 871	89 225	31 354	54,18%
Secteur tertiaire	139 705	93 476	- 46 229	-33,09%
Particuliers	53 137	58 588	5 451	10,26%
	253 230	242 201	- 11 029	- 4,36%

Soit un financement global de 242 201 millions de FCFA (hors engagements hors bilan).

A -CREDITS MIS EN PLACE

L'activité de crédit de la BNI en 2017 a été marquée par un ralentissement de 4.36 % à 242 milliards de FCFA en 2017, avec moins de crédits aux Grandes Entreprises, marqué par une baisse de 15% pendant que les particuliers et les PME ont bénéficié de crédits en hausse de respectivement 10% et 21%, avec comme conséquence, une réduction de l'encours des crédits de près de 20 milliards de F CFA. Cette baisse s'est traduite par une réduction de la concentration du portefeuille, qui est passée de 57% en 2016 (50 plus gros engagements rapportés au total des engagements) à 48% en 2017, sous l'effet conjugué du remboursement de crédits importants de clients de l'immobilier et de la baisse de l'utilisation des lignes des clients exportateurs de café cacao.

L'année 2017 est marquée par un accroissement significatif des provisions constituées, pour un montant de 19.5 milliards de F CFA, contre 8.2 milliards de F CFA en 2016. Cette hausse a été plus importante que les déclassés nets de remboursements de créances douteuses qui se sont chiffrés à 12 milliards de FCFA du fait de compléments de provisions sur des clients déclassés les années précédentes, notamment en 2014.

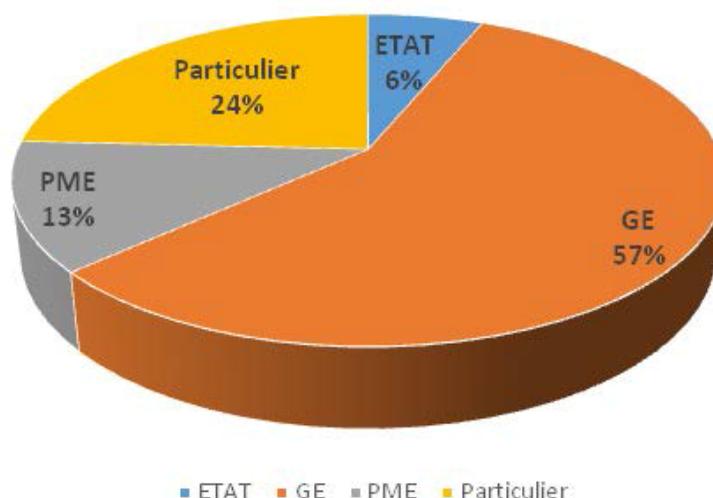
Les Grandes Entreprises ont concentré 70% des provisions constituées en 2017 et les PME 22%

A-I Crédits mis en place au 31 décembre 2017 par type de client

(En Millions de FCFA)

Secteur d'activités	A Fin Décembre 2016			A Fin Décembre 2017			Variation		
	Mis en place			Mis en place			Mis en place		
Type de client	Nombre	Montant	% du Total	Nombre	Montant	% du Total	Nombre	Montant	%
ETAT	6	12 977	5%	9	15 124	6%	3	2 147	17%
GE	184	161 943	64%	149	138 121	57%	-35	-23 822	-15%
PME	604	25 172	10%	542	30 367	13%	-62	5 195	21%
Particulier	35 404	53 137	21%	35 169	58 588	24%	-235	5 451	10%
Total général	36 198	253 230	100%	35 869	242 201	100%	-329	-11 029	-4%

TAUX DE REPARTITION PAR TYPE DES CREDITS MIS EN PLACE AU 31/12/2017



Durant l'exercice 2017, les mises en place sont en baisse de 11 029 millions de F CFA soit 4% des crédits accordés au cours de l'année.

Les crédits aux Grandes Entreprises se sont chiffrés à 138 121 millions de F CFA en 2017 contre 161 943 millions de F CFA de crédits au cours de l'exercice 2016, soit une baisse de 15%, représentant 57% de l'ensemble des mises en place de l'année. Sont comprises dans ces mises en place, les crédits de la campagne agricole surtout lors du dernier trimestre de 2016. Ensuite viennent les particuliers qui occupent la seconde place des financements consentis avec un montant total de 58 588 millions de F CFA en 2017, contre 53 137 millions de F CFA en 2016, soit une hausse de 10% représentant 24% des crédits mis en place en 2017.

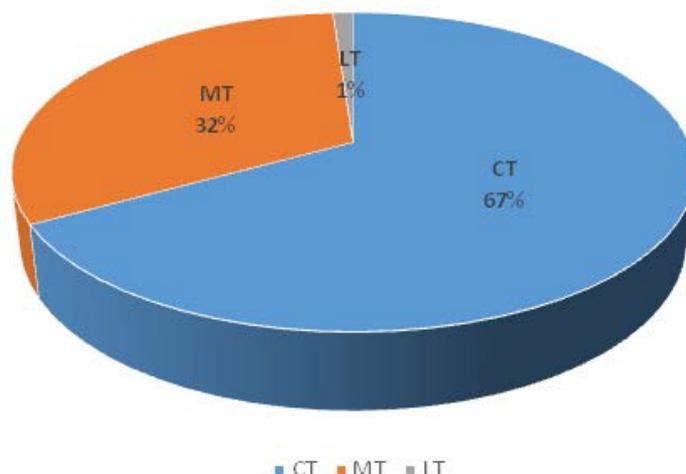
Les crédits aux PME (30 367 M F CFA en 2017 contre 25 172 M F CFA en 2016) et à l'Etat (15 124 M F CFA en 2017 contre 12 977 M F CFA en 2016) et aux particuliers (58 888 M F CFA en 2017 contre 53 137 M F CFA en 2016) sont en hausse de respectivement 21% et 17% et 10%.

A-2 Crédits mis en place au 31 décembre 2017 par terme

(En Millions de FCFA)

Répartition par terme	A Fin Décembre 2016			A Fin Décembre 2017			Variation		
	Mis en place			Mis en place			Mis en place		
Type de client	Nombre	Montant	%	Nombre	Montant	%	Nombre	Montant	%
CT	24 926	193 990	77%	25 225	162 058	67%	299	-31 932	-16%
MT	11 236	53 968	21%	10 599	77 378	32%	-637	23 410	43%
LT	36	5 272	2%	45	2 765	1%	9	-2 507	-48%
Total général	36 198	253 230	100%	35 869	242 201	100%	-329	-11 029	-4%

TAUX DE REPARTITION PAR TERME DES CREDITS MIS EN PLACE AU 31/12/2017



Les crédits mis en place au 31 décembre 2017 et estimés à 242 201 millions de F CFA, sont en majorité constitués de crédits à court terme (Découverts, avances, escomptes, Crédits amortissables), qui représentent 67% de l'ensemble des crédits accordés (contre 77% en 2016), soit 162 058 millions de F CFA en 2017 contre 193 990 millions de F CFA en 2016, suivi des crédits à moyen terme avec 32% (77 378 millions de F CFA) et des crédits à long terme qui ne représentent que 1% (2 765 millions de F CFA) du total. Cette répartition est presque identique à celle observée au 31 décembre 2016, où les crédits mis en place pour un montant de 253 230 millions de F CFA étaient constitués à 67% d'engagements à court terme et à 1% d'engagement à long terme.

A-3 Crédits mis en place au 31 décembre 2017 par secteur d'activités

(En Millions de FCFA)

Répartition par secteur d'activités	Abréviation	A fin Décembre 2016			A fin Décembre 2017			Variation		
		Nombre	Montant	%	Nombre	Montant	%	Nombre	Montant	%
Agriculture chasse sylviculture	Agriculture...	45	2 515	1%	20	912	0%	-25	-1 605	-12%
Banques Assurances Affaires Immobilières	Banques...	109	39 849	16%	91	10 094	4%	-18	-29 755	-75%
Bâtiments et Travaux Publics	B.T.P	218	17 707	7%	194	21 259	9%	-24	3 552	20%
Commerce de Gros et de Détail	Cce...	205	86 381	34%	172	59 428	25%	-33	-26 953	-31%
Electricité Gaz et Eau	E.G.E	19	28 789	11%	17	27 593	11%	-2	-1 196	-4%
Industries Manufacturières	Ind. Man.	46	11 375	4%	54	40 373	17%	8	28 998	255%
Particuliers	Part...	35 404	53 137	21%	35 169	58 588	24%	-235	5 451	10%
Services à la Collectivité, Sociaux et Pers	Svce...	110	8 217	3%	132	23 008	9%	22	14 791	180%
Transport Entrepôts et Communications	Transp...	42	5 258	2%	20	946	0%	-22	-4 312	-82%
Total général		36 198	253 230	100%	35 869	242 201	100%	-329	-11 029	-4%

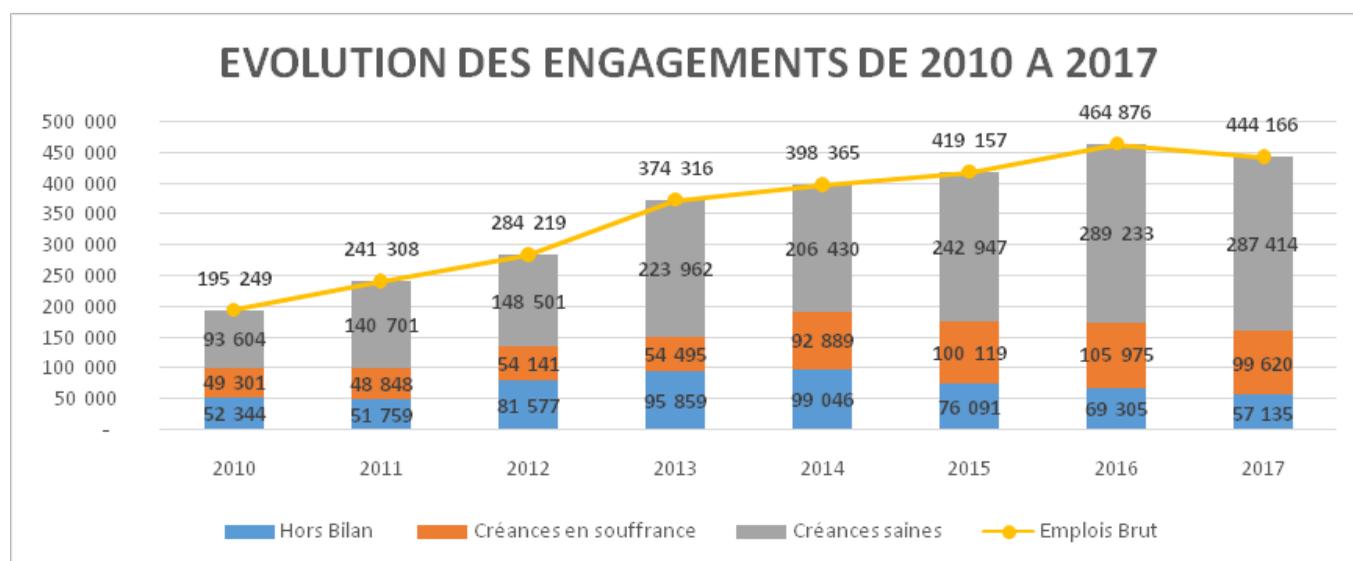
Sur le volume de 242 201 millions FCFA mis en place au 31 décembre 2017, 59 428 millions de F CFA, représentant 25% ont été affectés au secteur du commerce, comprenant le négoce de matières premières, contre 86 381 millions de F CFA en 2016. Le second secteur est celui des particuliers pour un montant de 58 588 millions de F CFA, représentant 24% des mises en place de 2017, contre 53 137 millions de F CFA en 2016. Le troisième secteur est celui des industries manufacturières pour un montant de 40 373 millions de FCFA représentant 17% des mises en place de 2017, contre 11 375 millions de F CFA en 2016 et les autres secteurs représentant moins de 15% des mises en place : Electricité, Gaz et Eau (11%), BTP (9%), Banques assurance et immobilier (4%) etc....

B. EVOLUTION DE LA QUALITE DU PORTEFEUILLE

TABLEAU DE SYNTHESE DE LA QUALITE DU PORTEFEUILLE DE 2010 A 2017

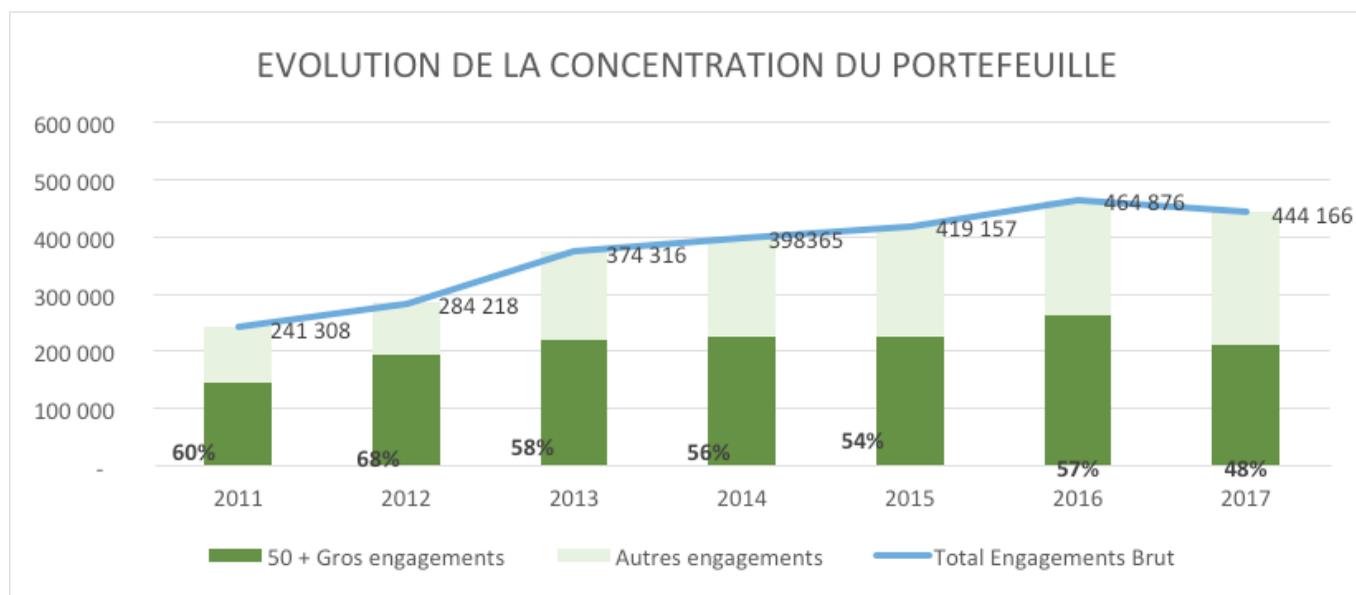
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Variation
Emplois Brut	195 249	241 308	284 218	374 316	398 365	419 157	464 876	444 166	-20 710
Hors Bilan	52 344	51 759	81 577	95 859	99 046	76 091	69 637	57 132	-12 505
Bilan	142 905	189 549	202 641	278 457	299 319	343 066	395 239	387 034	-8 205
Impayés	1 752	260	2 988	3 190	4 708	2 657	21 056	7 168	-13 888
Douteux et litigieux	47 549	48 588	51 153	51 305	88 181	97 462	87 090	117 226	30 136
Créances en souffrance	49 301	48 848	54 141	54 495	92 889	100 119	105 975	124 394	18 419
% des créances en souffrances sur le Brut	25%	20%	19%	15%	23%	24%	23%	28%	-89%
Créances saines	93 604	140 701	148 501	223 962	206 430	242 947	289 264	262 640	-26 624
Provisions cumulées	46 961	47 409	47 235	47 548	60 263	65 079	68 769	89 089	20 320
% des douteux	99%	98%	92%	92%	68%	67%	79%	76%	67%
Emplois nets	148 288	193 899	236 983	326 768	338 102	354 078	396 107	355 077	-41 030
Dotation de l'exercice	7 639	1 825	3 859	3 169	13 496	10 228	7 793	34 185	26 392
% des dotation sur le brut	4%	1%	1%	1%	3%	2%	2%	8%	-127%
Reprises de l'exercice	2 012	2 086	4 107	1 309	2 387	4 952	4 707	7 602	2 895

B-I EVOLUTION DES ENGAGEMENTS



L'évolution des engagements au 31/12/2017 est marquée par une baisse de 20 710 millions de F CFA, en passant de 464 876 millions de F CFA en 2016 à 444 166 millions de F CFA en 2017.

B-I-1 Evolution de la concentration du portefeuille



Le niveau de concentration du portefeuille est en légère baisse en 2017 avec un taux de 48% contre 57% l'exercice précédent. La baisse de la concentration du portefeuille est un élément positif induit par la réduction de l'exposition sur les Grandes Entreprises et l'augmentation de l'exposition sur les particuliers pour lesquels les encours moyens sont plus faibles.

Cette interruption de l'amélioration constatée sur la période 2012-2015, au cours de laquelle le portefeuille de la banque apparaissait encore relativement concentré ; 263 572 millions de F CFA, sont tenus sur 50 clients, au sein desquels les 10 principaux constituent 34% du montant total des engagements. En effet, après le pic de 68% constaté en 2012, la concentration a évolué à la baisse en 2014 avec 56%, pour se situer à 54% en 2015.

B-I-2 Evolution des engagements par type de clients

(En Millions de F CFA)

I- Evolution par Type de Client	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	%	Variation 2016-2017	% 2016-2017
GRANDES ENTREPRISES	118 323	151 259	144 614	201 125	188 693	242 325	277 715	229 778	52%	-47 937	-17%
Particuliers	10 926	18 895	38 612	59 664	68 072	75 990	91 357	108 692	24%	17 335	19%
PME	40 113	47 417	52 213	81 979	114 447	71 347	60 667	69 048	16%	8 381	14%
Etat	25 887	23 737	48 779	31 548	27 153	29 894	34 774	36 651	8%	1 877	5%
TOTAL	195 249	241 308	284 218	374 316	398 365	419 157	464 876	444 166	100%	-20 344	-4%

Le portefeuille de 444 166 millions de F CFA au 31/12/2017 est constitué en majorité d'engagements détenus sur les grandes entreprises (GE) pour un montant de 229 778 millions soit 52%, les Particuliers pour 108 692 millions (24%) et les PME avec 69 048 millions soit 16%. La baisse de l'exposition sur les GE de 47 937 millions FCFA, s'est effectuée au profit de la clientèle des particuliers pour un montant en hausse de 17 335 millions de F CFA, des PME pour 8 381 millions FCFA en relevant toutefois que cette hausse n'a pas suffi à compenser la forte baisse sur les crédits aux grandes entreprises.

La hausse des engagements sur les PME de 8 381 millions de F CFA est due principalement aux concours accordés aux clients ADVANS CI (1 000 M), SCI Vendôme 10 (1 000 M), Djolo Services (850 M), KLASS Commerce Int (790 M) etc...

La hausse des engagements sur l'Etat de 1 877 millions de F CFA est due au concours de 12 000 millions de F CFA accordé à la CNPS compensé par le remboursement des concours de l'ACCT pour 6 502 millions de F CFA et à la baisse des encours des clients du FNE pour 2 329 millions de F CFA et de la DGI pour 1333 millions de F CFA.

B-I-3 Evolution des engagements par secteur d'activités

(En Millions de F CFA)

II-EVOLUTION DES ENGAGEMENTS PAR SECTEUR D'ACTIVITES	2012	2013	2014	2015	2016	2017	%	Variation 2016-2017	% 2016-2017
Industries manufacturières	24 749	13 133	18 748	36 440	35 841	34 393	8%	-1 448	-4%
Commerce	62 904	78 543	102 074	90 620	109 703	94 538	21%	-15 165	-14%
BTP	66 905	101 748	96 309	77 383	64 001	62 536	14%	-1 465	-2%
Agriculture	6 715	15 717	11 010	1 352	1 284	2 805	1%	1 521	118%
Transport et Communication	21 783	37 831	42 117	42 150	34 350	28 392	6%	-5 958	-17%
Banques, Immobiliers, Services	62 097	67 680	60 035	95 622	127 980	112 810	25%	-15 170	-12%
Particuliers	39 065	59 664	68 072	75 990	91 357	108 695	24%	17 338	19%
TOTAL GÉNÉRAL	284 218	374 316	398 365	419 157	464 876	444 166	100%	-20 347	-4%

En fin d'exercice 2017, les engagements dans le secteur de la Banque et Immobilier se chiffrent à 112 810 millions de F CFA, soit 25% des encours de fin d'exercice, contre 127 980 millions de FCFA en 2016 (en baisse de 12%). En second vient le segment des particuliers pour un montant de 108 695 millions de F CFA soit 24% des engagements contre 91 357 millions de F CFA en 2016. Suivent les engagements sur le secteur du commerce pour un montant de 94 538 millions de F CFA soit 21% du montant des engagements contre 109 703 millions de F CFA en 2016 et les engagements sur le BTP pour un montant de 62 536 millions de F CFA en baisse de 2%.

B-2 CREANCES EN SOUFFRANCE

B-2-1 Crédits restructurés au 31/12/2017

	A	B	C	E= (B+C)
Créances	Montants restructurés	Bilan	HB	Engagements
Créances saines	15 332	-12 650	-18 997	- 31 738
Clients avec des impayés	2 863	- 3 868	- 777	- 4 645
	2 863	-16 518	-19 774	- 36 292

Au 31/12/2017, les principaux crédits restructurés concernent 14 clients pour un montant global de 18 195 millions de F CFA, les engagements de ces clients au 31/12/2017 sont de 36 292 millions de F CFA décomposés comme suit ; engagements par caisse 16 518 millions de F CFA, engagements par signature 19 774 millions de F CFA.

Les principaux engagements restructurés en 2016, et déclassés ou susceptible de l'être sont au nombre de 3 pour un montant de 14 039 millions de F CFA (Voir détail ci-après). Le client OLHEOL déclassé en 2014, sans constitution de provision a été provisionné en 2017 pour le montant de 3 535 millions de F CFA.

Les créances restructurées sur lesquelles des impayés ont été constatés se chiffrent à 4 645 millions de F CFA (pour un montant restructuré de 2 863 millions de F CFA), décomposées comme suit ; 3 868 millions de F CFA d'engagements par caisse et 777 millions de F CFA d'engagements par signature.

B-2-2 Evolution des impayés

Evolution du ratio des impayés sur les crédits amortissables de 2011 à 2017

(En Millions de F CFA)

Exercices	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Impayés Particuliers	16	6	180	15	51	83	-
impayés Entreprises	-	1 009	1 129	2 219	2 159	1 974	354
Total Impayés I	16	1 015	1 309	2 234	2 210	2 057	354
Crédits Amortissables Particuliers	15 602	32 870	47 249	57 243	66 973	82 086	96 676
Crédits Amortissables Entreprises	41 443	48 320	62 065	51 332	56 454	47 578	52 632
Total Crédits amortissables	57 045	81 190	109 314	108 575	123 427	129 664	149 308
% Impayés Particuliers	0,10%	0,02%	0,38%	0,03%	0,08%	0,10%	0,00%
% Impayés Entreprises	0,00%	2,09%	1,82%	4,32%	3,82%	4,15%	0,67%
% Impayés	0,03%	1,25%	1,20%	2,06%	1,79%	1,59%	0,24%

(1) Au moins 3 Impayés

Les impayés sur les crédits amortissables sont en baisse depuis 2014, ils se chiffraient à 4 708 Millions de F CFA soit 2,06%, et ont enregistré une première baisse à 354 Millions de F CFA soit 0.24%, suite au déclassement en CDL des clients ayant au moins 3 Impayés.

B-2-3 Evolution des dotations aux provisions

(En Millions de F CFA)

EVOLUTION DES DOTATIONS DE PROVISIONS DE 2011 A 2015	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
GE	131	1 140	257	2 933	5 107	3 332	28 052
Particulier	534	944	1 443	1 689	2 165	1 522	1 283
PME	1 160	1 570	1 469	8 787	2 733	2 937	4 847
Etat	-	205	-	87	223	2	3
TOTAL	1 825	3 859	3 169	13 496	10 228	7 793	34 185

Les dotations aux provisions se sont chiffrées à 34 185 millions de F CFA en 2017, contre 7 793 millions de F CFA en 2016 et 10 228 en 2015 (Montant cumulé de 52 206 millions de F CFA sur les 3 dernières années).



VI.3. La gestion des fonds nationaux à la BNI

Dans le but de mobiliser des ressources affectées au financement d'une politique ou d'un programme sectoriel jugé prioritaire, l'Etat, en accord avec les partenaires financiers, notamment la Banque Mondiale, a créé et logé des Fonds Nationaux au sein de la Banque Nationale d'Investissement (BNI). Cette décision a été prise dans l'objectif de rattacher ces Fonds à une personne morale existante pour faire l'économie des structures budgétivores.

Ainsi, pour assurer la gestion de ces Fonds, un cadre juridique a été défini par l'Etat à travers :

- L'ordonnance n° 87 366 du 1er Avril 1987 ratifiée par la loi n°87 805 du 28 juillet 1987, portant création et gestion des Fonds Nationaux au sein de la CAA ;
- Le décret n° 94-194 du 30 juillet 1994, portant application de ladite ordonnance précisant le cadre général d'organisation et de fonctionnement de ces Fonds ;
- Le décret de création de chaque Fonds.

VI.3.1) Présentation Générale

a) Organisation des Fonds

Les Fonds Nationaux sont dotés d'un Comité de Gestion et d'un Secrétariat Technique composés de membres issus des structures en relation avec l'activité du Fonds.

Par ailleurs, conformément aux dispositions du décret n°94-194 du 30 juillet 1994, la BNI assure la gestion **administrative et comptable** de ces Fonds ainsi que le Secrétariat du Comité de Gestion.

A ce titre, elle élabore le budget, les états financiers et les rapports d'activités qui sont soumis au Comité de Gestion.

Chaque Fonds National fait l'objet d'une gestion distincte, doté d'un budget propre et donnant lieu à la tenue d'une comptabilité séparée de celle de la Banque (référence : SYSCOA OHADA).

Au sein de la BNI, la gestion des Fonds Nationaux est confiée à deux Départements :

Le Département des Fonds Sectoriels qui assure la gestion de huit (08) Fonds ;

Le Département de Développement Durable qui assure la gestion de quatre (04) Fonds. Ce Département, outre la gestion des Fonds Nationaux accompagne la Banque dans sa démarche liée au Développement Durable.

b) Périmètre d'intervention

Le champ d'intervention de ces Fonds couvre divers domaines d'activités :

HABITAT



- Compte de Mobilisation pour l'Habitat (CDMH) ;
- Compte des Terrains Urbains (CTU) ;
- Fonds de Soutien de l'Habitat (FSH).

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET EQUIPEMENT



- Fonds National de l'Ecole (FNEC) ;
- Fonds de Prêts aux Collectivités Locales (FPCL).

ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT



- Fonds National de l'Environnement (FNDE) ;
- Fonds National de l'Eau (FNE) ;
- Fonds National de l'Assainissement et du Drainage (FNAD).

TOURISME ET CINEMA



- Fonds de Développement Touristique (FDT)
- Fonds de Soutien à l'Industrie Cinématographique (FONSIC).

ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



- Fonds de restructuration et de mise à niveau des entreprises industrielles (FREMIN) ;
- Nouveau Fonds de Garantie des Crédits aux Entreprises Ivoiriennes (NFGCEI)

c) Moyens

Les moyens dont disposent les Fonds sont d'ordre humain, matériel et financier.

Les moyens humains

Il s'agit d'effectifs du personnel de la BNI mis à la disposition des deux (02) Départements en charge de la gestion des Fonds et d'un service comptabilité des fonds sectoriels. Ainsi, le Département des Fonds Sectoriels dispose de vingt-deux (22) agents et le Département de Développement Durable en a trois (03). Le service comptabilité des fonds dispose de trois (03) agents.

Les moyens matériels

Il s'agit du matériel de travail (véhicules, matériels informatiques, logiciel de gestion, etc.) acquis pour permettre aux différents Départements de mener à bien les missions qui leurs sont assignées.

Les moyens financiers

Les moyens financiers concernent les ressources inscrites dans les décrets de création des différents Fonds. Il s'agit généralement :

- **Des dotations du budget de l'Etat ;**
- **Des recettes affectées ;**
- **Des subventions d'établissement ;**
- **Des emprunts ;**
- **Des dons et legs ;**
- **Des produits financiers de placement ;**
- **etc.**

VI.3.2) Résultats obtenus

Les Fonds Nationaux ont permis à l'Etat de réaliser des logements socio-économiques tant en milieu rural qu'en milieu urbain, de financer des investissements générateurs de revenus dans les collectivités locales, de doter le milieu rural en adduction d'eau potable, d'apporter un appui au développement du secteur du tourisme, du cinéma et de l'environnement.

Au total, les Fonds Nationaux ont financé différents projets en 2017, pour un montant global de 8 786 718 883 FCFA contre 7 999 030 640 FCFA en 2016.



DEUXIEME PARTIE : ETATS FINANCIERS

BILAN AU 31/12/2017(en FCFA)

ACTIF	MONTANTS 31/12/2017	AMORTISSEMENTS PROVISIONS	MONTANTS NETS 31/12/2017	MONTANTS NETS 31/12/2016	PASSIF	MONTANTS NETS 31/12/2017	MONTANTS NETS 31/12/2016
VALEUR EN CAISSE	15 024 115 372		15 024 115 372	15 024 115 372	DETTES INTERBANCAIRES	3 979 139 003	7 965 367 636
CREANCES INTERBANC.	55 292 446 248		55 292 446 248	55 292 446 248	Autres Ets crédits	439 139 002	1 675 221 564
Banque centrale	52 386 281 848		52 386 281 848	52 386 281 848	Autres emprunts	3 540 000 001	6 290 146 072
Trésor & CCP					DETTES CLIENTELES	500 178 536 828	466 263 763 526
Autres Ets de crédits	2 906 164 400		2 906 164 400	2 906 164 400	Autres dettes à vue	392 855 184 803	334 062 953 201
Créances à termes					Autres dettes à terme	107 323 352 025	132 200 810 325
CREANCES S/CLIENTELE	387 034 454 826	89 089 146 219	297 945 308 607	297 945 308 607	AUTRES PASSIFS	6 329 001 140	6 547 111 426
Portefeuilles d'effets commer:	1 712 479 746		1 712 479 746	1 712 479 746	CPTES D'ORD. & DIVERS	8 526 298 879	11 708 190 872
Autres concours clientèle	354 510 435 485	89 089 146 219	265 421 289 266	265 421 289 266	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT		
Cptes Ordinaires débiteurs	30 811 539 595		30 811 539 595	30 811 539 595	PROVIS. POUR RISQUE & C.	9 334 458 268	2 864 421 072
Titre de placement	28 847 000 000		28 847 000 000	28 847 000 000	FDS RISQ BANC GEN.	1 901 815 385	1 901 815 385
IMMO.FINANCIERES	104 944 152 171	466 841 263	104 477 310 908	104 477 310 908	FDS RISQ BANC GEN. CAPITAL	7 082 604 704	6 801 096 731
IMMO.INCORPORELLES	9 650 022 514	6 948 637 076	2 701 385 438	2 701 385 438	REPORT A NOUVEAU BENEF OU PERTE EN INST. APPROB	5 276 871 905	3 681 660 057
IMMO.CORPORELLES	44 033 945 622	26 366 696 939	17 667 248 683	17 667 248 683	RESULTAT	(17 775 038 009)	1 876 719 821
AUTRES ACTIFS	22 676 958 927	6 288 730 238	16 388 228 689	16 388 228 689	TOTAL PASSIF	5 45 333 688 103	530 110 146 526
CPTES D'ORD.& DIVERS	6 990 644 158		6 990 644 158	6 990 644 158			
TOTAL ACTIF	674 493 739 838	129 160 051 735	545 333 688 103	545 333 688 103			
ENGAGEMENTS HORS BILAN							
ENGAGEMENTS DONNES	MONTANTS 31/12/2017	MONTANTS 31/12/2016					
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	57 132 170 582	69 637 329 003					
ENGAGEMENT DE FINANCEMENT	57 029 530 367	69 194 044 662					
ENGAGEMENTS RECUS	102 640 216	443 284 340					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	502 525 582 666	622 585 413 143					
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	136 536 170	136 536 170					
	502 389 046 496	622 448 876 973					

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION AU 31/12/2017 (enFCFA)

LIBELLES	31/12/2017 A	31/12/2016 A	VARIATION A-B	VARIATION %
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRES	40 041 087 417	34 174 874 473	5 866 212 944	17%
INTERETS/CPTES ORDINAIRES BANQUES	47 312 161	48 661	47 263 500	0%
INTERETS DES CREDITS A LA CLIENTELE	22 974 169 212	21 039 725 905	1 934 443 307	9%
COMMISSIONS ACQUISES	9 724 015 396	8 185 910 518	1 538 104 878	19%
PRODUITS/OPERATIONS DIVERSES	92 784 830	358 360 934	(265 576 104)	-74%
PRODUITS SUR IMMO.FINANCIERES.	6 170 203 081	3 507 394 116	2 662 808 965	76%
PRODUITS SUR OPERATIONS/CHANGES	38 330 131	288 596 085	(250 265 954)	-87%
PRODUITS/OPERATIONS H. BILAN	563 961 979	782 126 390	(218 164 411)	-28%
PRODUITS SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS	423 728 809	12 711 864	411 016 945	3233%
PRODUITS D'EXPLOITATIONS BANCAIRES	6 581 818		6 581 818	
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRES	8 644 607 131	9 302 085 670	(657 478 539)	-7%
INTERETS/AUTRES EMPRUNTS	236 987 093	628 756 745	(391 769 652)	-62%
COMMISSIONS DUES	259 267 340	247 330 136	11 937 204	5%
INTERETS/ DEPOTS A TERME CLIENTELE	7 785 612 229	8 044 105 022	(258 492 793)	-3%
CHARGES SUR OPERATIONS DIVERSES	870 055	23 064 032	(22 193 977)	-96%
CHARGES SUR LES MOYENS DE PAIEMENTS	168 948 784	111 255 481	57 693 303	52%
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRES	192 921 630	247 574 254	(54 652 624)	-22%
PRODUIT NET BANCAIRE	31 396 480 286	24 872 788 803	6 523 691 483	26%
AUTRES PRODUITS GENERAUX	2 499 530 158	1 274 392 139	1 225 138 019	96%
FRAIS GENERAUX	20 027 251 561	18 620 072 041	1 407 179 520	8%
CASH FLOW	13 868 758 883	7 527 108 901	6 341 649 982	84%
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	4 027 997 815	3 038 879 501	989 118 314	33%
REPRISE DOTATION AU AMMORTISSEMENT	149 058 799		149 058 799	
DOTATIONS AUX PROVISIONS	34 562 491 948	8 263 635 350	26 298 856 598	318%
PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	514 308 942	4 976 637	509 332 305	10234%
REPRISES PROVISIONS/CREANCES DOUTEUSES	7 547 695 027	4 706 708 225	2 840 986 802	60%
REPRISES PROVISIONS/PERTES ET CHARGES	337 634 013	935 902 918	(598 268 905)	-64%
REPRISES PROVISIONS DEPRECIATION ELEMENTS D'ACTIF	73 981 856	295 000 000	(221 018 144)	-75%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	(17 127 670 127)	2 157 228 556	(19 284 898 683)	-894%
AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	469 763 706	702 759 857	(232 996 151)	-33%
AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 082 131 588	948 268 592	133 862 996	14%
RESULTAT AVANT IMPOT	(17 740 038 009)	1 911 719 821	(19 651 757 830)	-1028%
IMPOT	35 000 000	35 000 000	0	
RESULTAT	(17 775 038 009)	1 876 719 821	(19 651 757 830)	-1047%



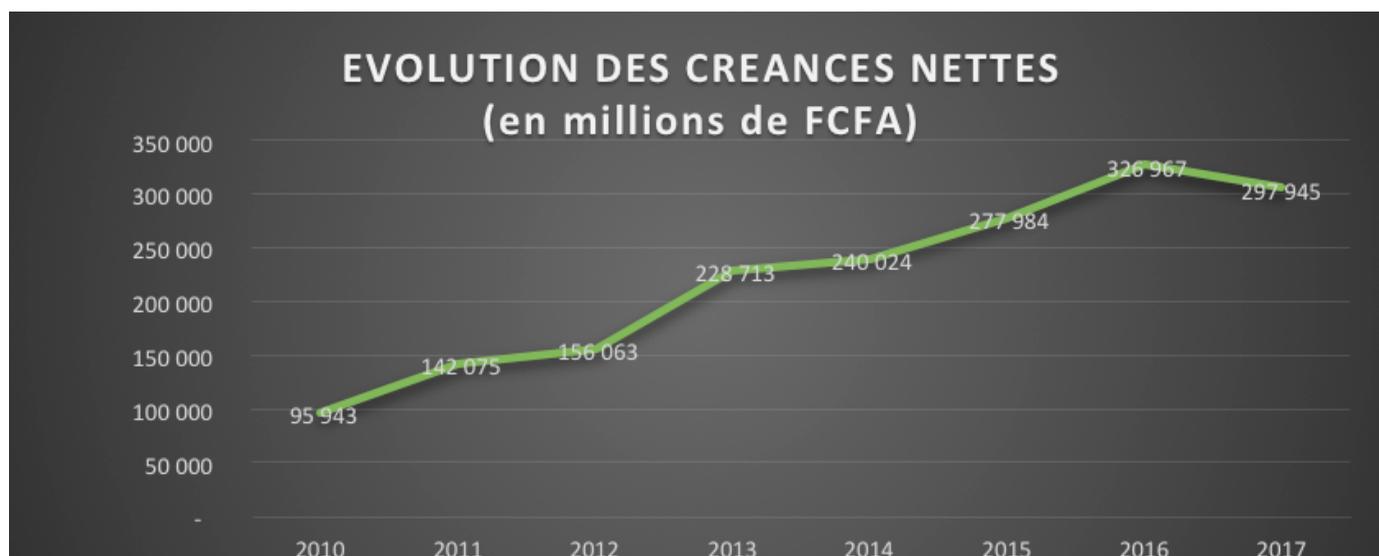
I. EVOLUTION DE LA SITUATION BILANTIELLE

• Total du bilan

Le total du bilan passe de 530 110 millions de FCFA à fin 2016 à 545 333 millions de FCFA à fin 2017, soit une augmentation de 15 223 millions de FCFA. Cette augmentation est liée essentiellement à la progression des dépôts à vue.

• Créances sur la clientèle

Au 31 décembre 2017, les créances clientèles nettes de provision passent à 297 945 millions de FCFA contre 326 471 millions de FCFA à fin 2016, soit une baisse de 28 526 millions de FCFA (-8%). En effet, les crédits accordés (avances de trésorerie, crédits spots et autres prêts à moyen terme) à la clientèle ont connu une baisse suite au remboursement d'encours significatifs notamment l'avance accordée à PFO.



• Dépôts de la clientèle

Le solde des dépôts de la clientèle entre le 31 décembre 2016 et le 31 décembre 2017 augmente de 33 914 millions de FCFA en passant de 466 264 millions de FCFA à 500 178 millions de FCFA, soit une hausse de 7%.



• Immobilisations

Elles sont passées en valeur nette de 97 034 millions de FCFA en 2016 à 124 845 millions de FCFA en 2017, soit une hausse de 27 811 millions de FCFA, soit 28%.

Les immobilisations sont composées de (en millions de FCFA) :

	2016	2017
- Immobilisations financières	76 529	104 477
- Immobilisations incorporelles	2 120	2 701
- Immobilisations corporelles	18 385	17 667
	97 034	124 845

L'évolution des immobilisations s'explique par la souscription en 2017 à deux TPCI pour un montant total de 30 milliards FCFA.

• Comptes d'ordres et divers.

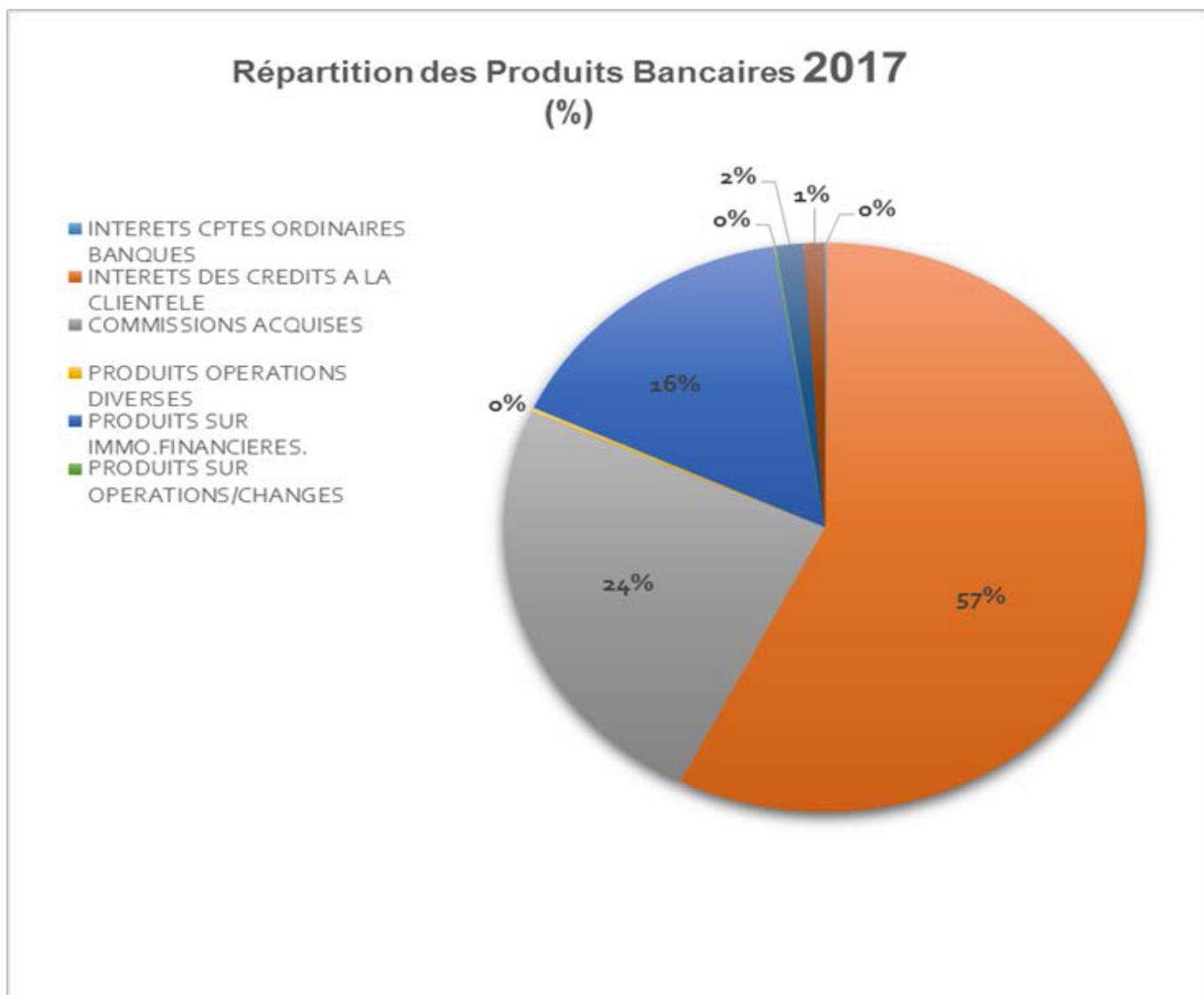
Le solde passe de 6 409 millions de FCFA en 2016 à 6 992 millions de FCFA en 2017, soit une augmentation de 582 millions de FCFA (+9%).



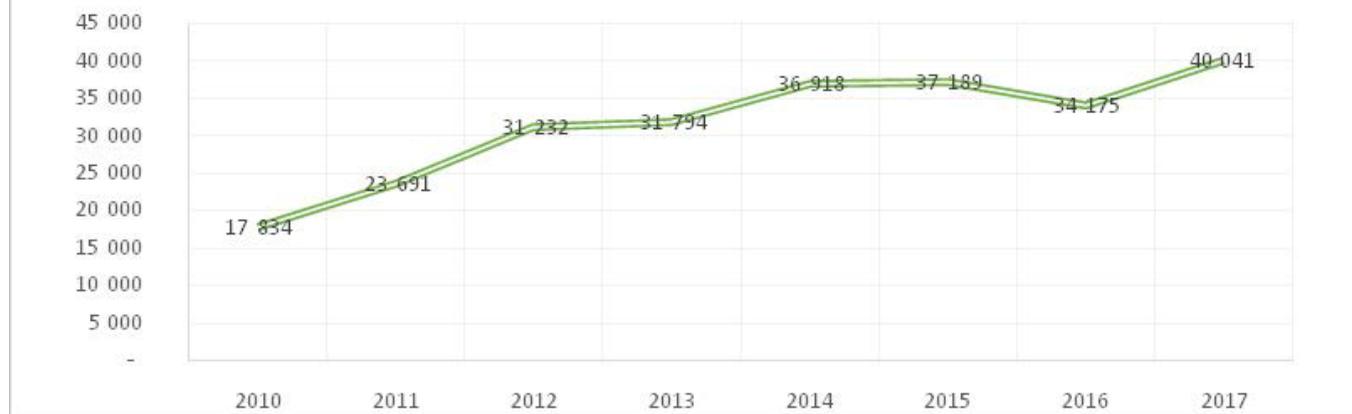
II. EVOLUTION DES DONNEES DE GESTION

• Les Produits Bancaires

Entre 2016 et 2017, les produits bancaires passent de 34 175 millions de FCFA à 40 041 millions de FCFA , soit une hausse de 5 866 millions de FCFA (+17,16%). Cette croissance résulte essentiellement du rendement des TPCI.



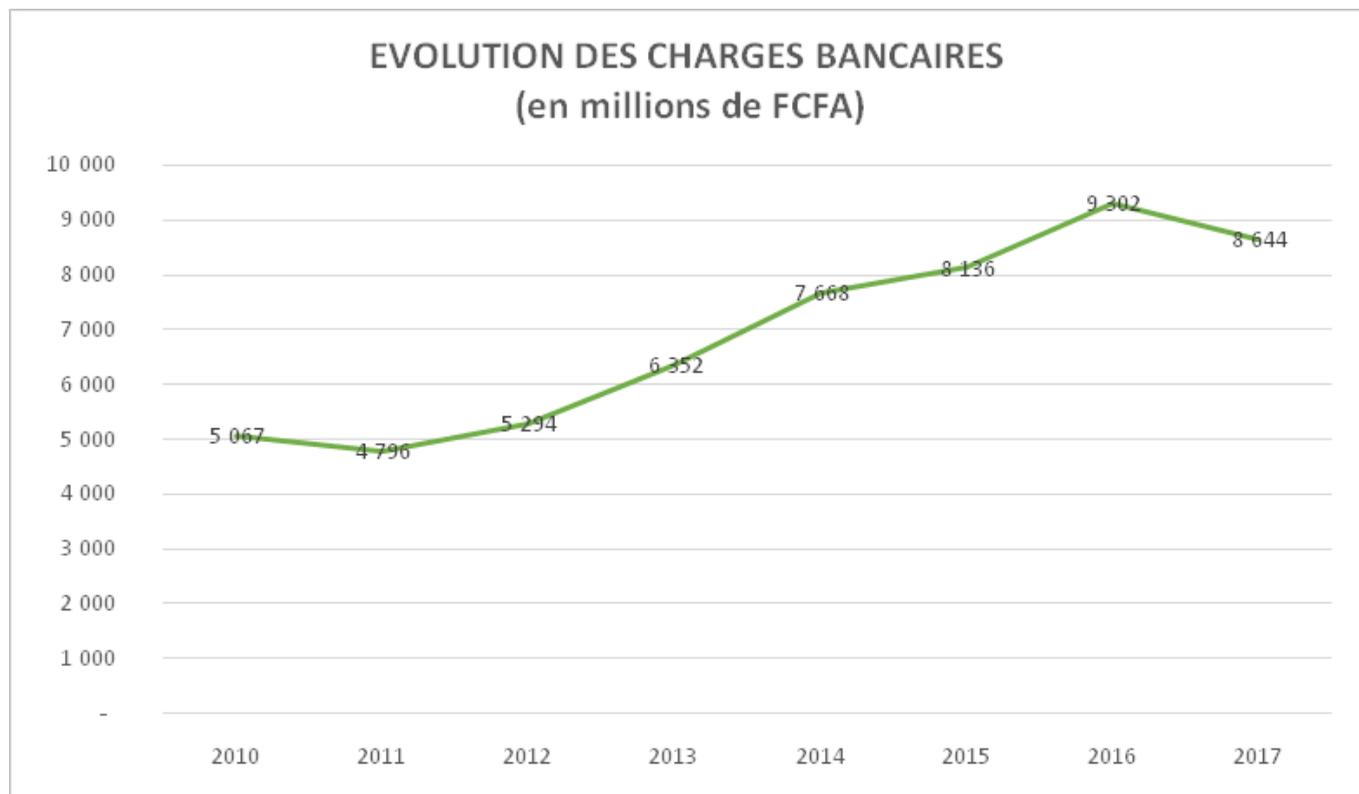
EVOLUTION DES PRODUITS BANCAIRES (EN MILLIONS DE FCFA)



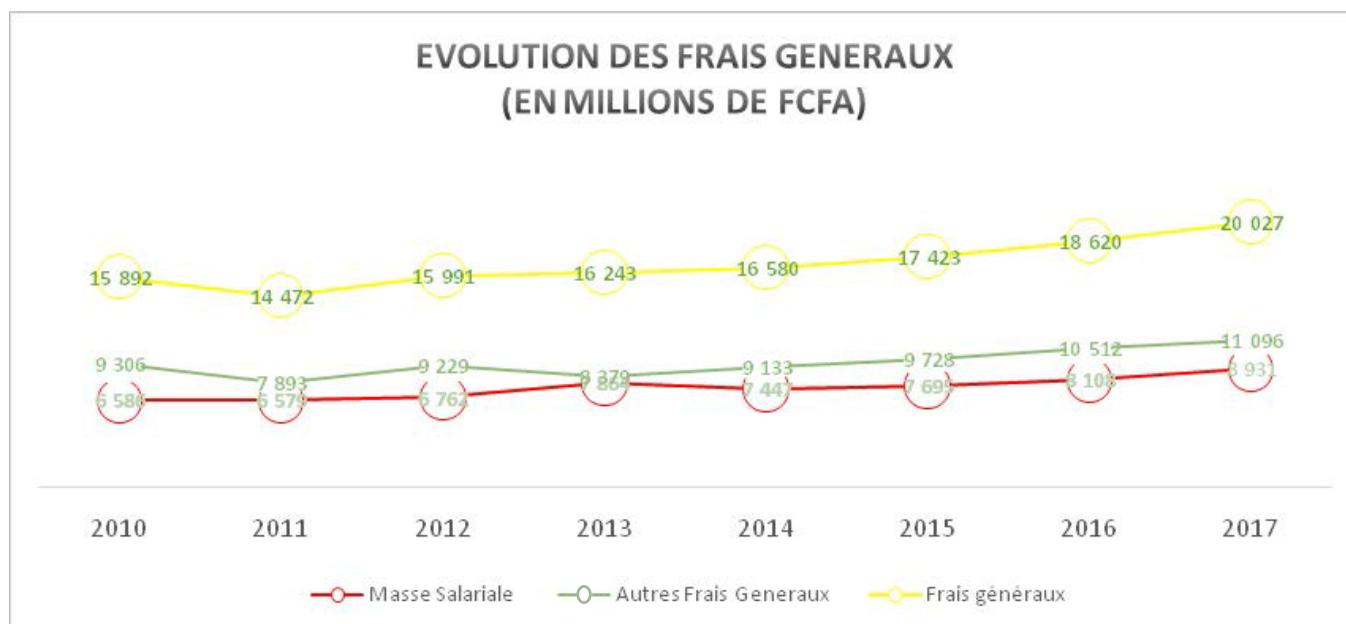
• Charges bancaires

Elles passent de 9 302 millions de FCFA en 2016 à 8 644 millions de FCFA en 2017, soit une baisse de 658 millions de FCFA (-7,07%).

EVOLUTION DES CHARGES BANCAIRES (en millions de FCFA)



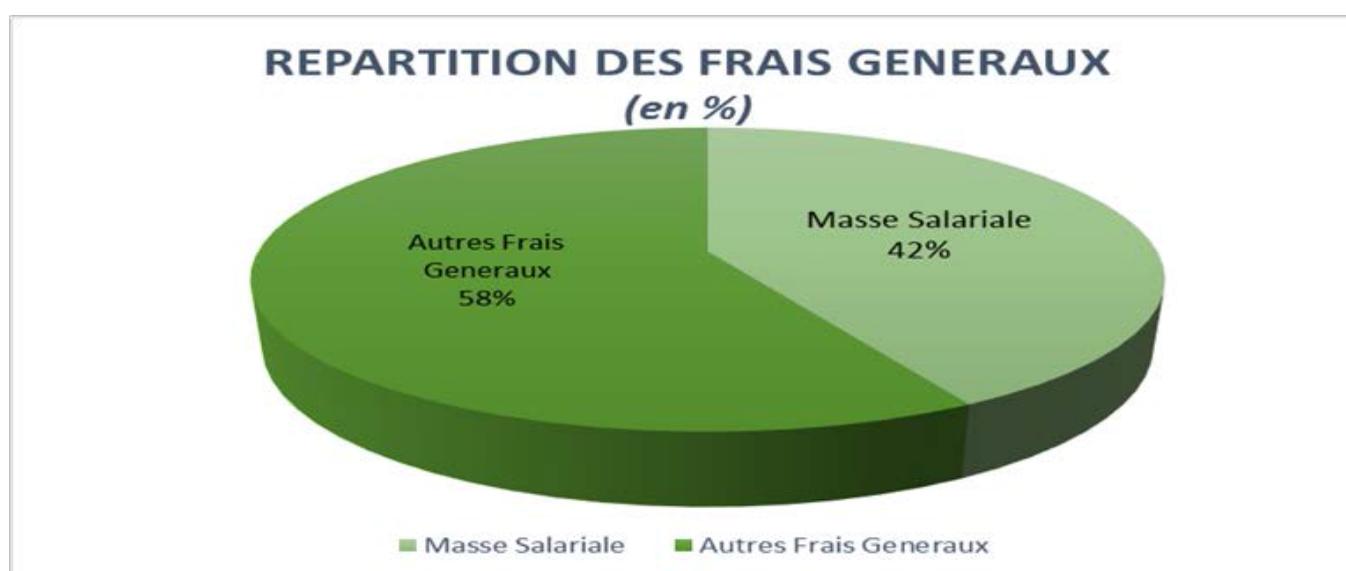
• Les frais généraux



Les frais généraux augmentent de 1 407 millions de FCFA (+7,56%) entre 2016 et 2017. Ils se chiffrent respectivement à 18 620 millions de FCFA et 20 027 millions de FCFA. Les frais généraux 2017 se décomposent de :

- Masse salariale 8 931 millions de FCFA contre 8 108 millions de FCFA en 2016.
- Autres frais généraux 11 096 millions de FCFA contre 10 512 millions de FCFA en 2016.

L'augmentation est due au recrutement lié aux 6 nouvelles agences. Cependant le coefficient d'exploitation (charges d'exploitation rapportées au PNB) connaît une baisse significative, en passant de 87.08% à 75.7%.

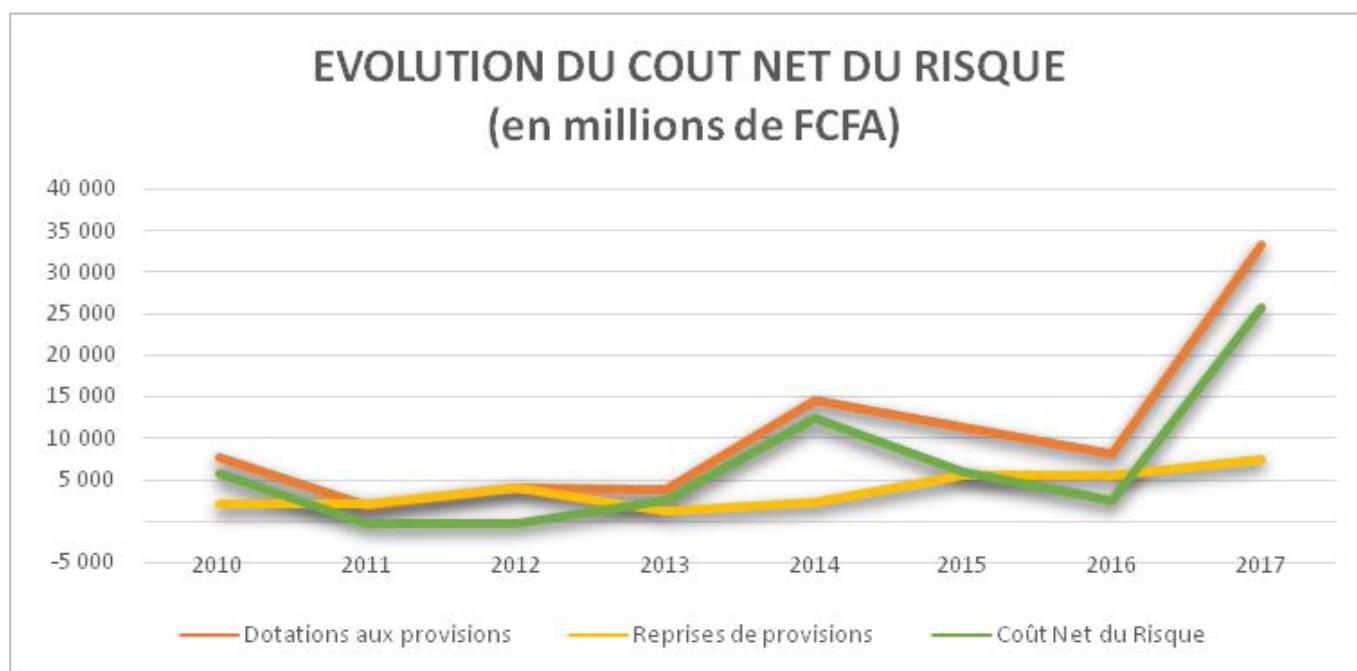
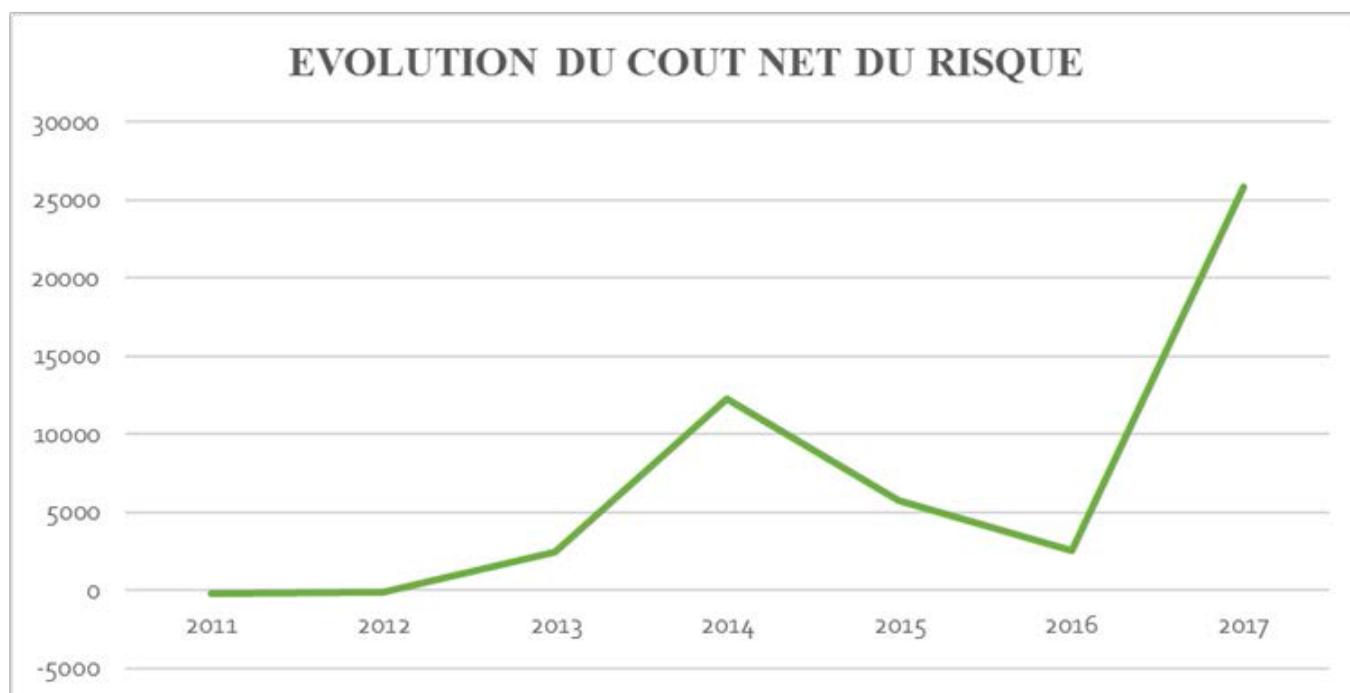


• **Le coût net du risque**

Nous notons une augmentation significative du coût net du risque qui est passé de 2 522 millions de FCFA en 2016 à 26 583 millions de FCFA en 2017.

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Dotations aux provisions	7 639	1 881	3 995	3 799	14 648	11 367	8 165	34 185
Reprises de provisions	2 012	2 086	4 107	1 309	2 387	5 479	5 643	7 602
Coût Net du Risque	5 627	-205	-112	2 490	12 261	5 888	2 522	26 583

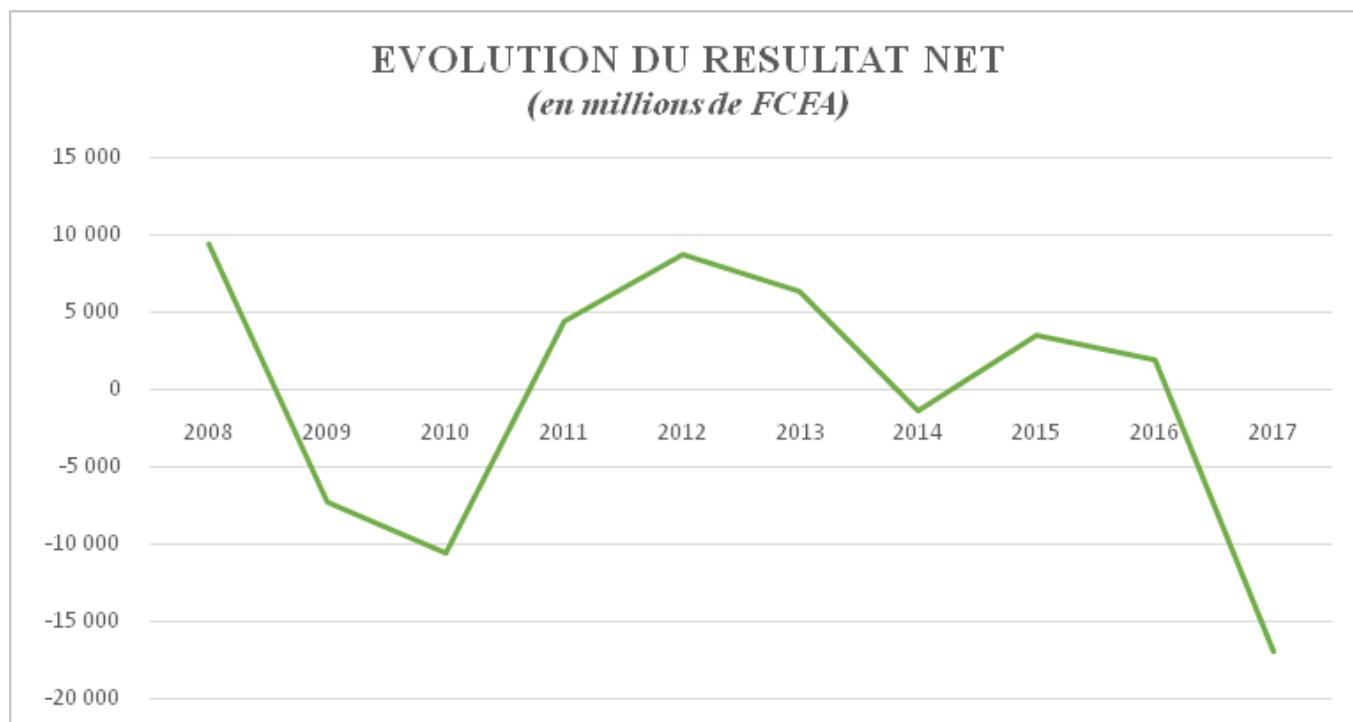
Cette augmentation du coût net du risque est consécutive au niveau de provisionnement des créances douteuses .



• Le résultat

Le résultat net de l'exercice 2017 s'établit à une perte de – 17 775 millions de FCFA contre un bénéfice de 1 877 millions de FCFA en 2016 soit une baisse de 19 651 millions de FCFA.

L'exercice est fortement influencé par le poids des provisions sur le portefeuille.



• Evolution des Ratios réglementaires

RATIOS	NORME	12 DEC	13 DEC	14 DEC	15 DEC	16 DEC	17 DEC
FPE	10000 MFCFA	10 469	20 437	24455	34 659	25 620	11 731
FP/Risques	> ou = 8%	5%	8%	11%	13%	9%	4%
Coefficient Couverture Emplois à M.L.T/Ress Stable	> ou = 50%	11%	54%	58%	67%	89%	67%
Coefficient de liquidité	> ou = 75%	45%	84%	86%	110%	98%	103%
Liste des participations de l'établissement		5 242	5 355	5 396	5 381	5 242	5 372
Contrôle des particip. d'entrep. autres que bk & Ets fin & Sté	<15% FPB	22%	11%	9%	9%	9%	19%
Contrôle des immob. H.Ex & particip. sté immob.	<15% FPB	22%	33%	25%	24%	22%	29%
Contrôle des immob. et participations	max 100% FPB	274%	130%	101%	73%	91%	209%
Contrôle prêts act. dirigeants et personnel	<20% FPE	51%	30%	26%	13%	24%	50%
Contrôle prêts act. dirigeants et personnel avec l'Etat	<20% FPE	281%	185%	258%	170%	222%	601%
Coefficient de division des risques (limitat° grands risques)	max 8 x FPE	13	4	2	5	6	12
Coefficient de division des risques (limitat° risques individuels)	max 75%						72
Déclaration des 50 plus gros engagements		172 272	218 732	218 936	225 293	265 230	199 034
Déclaration des Créances douteuses & litigieuses		47 502	52 198	54 678	58 742	92 514	116 769
Suivi des compléments de provisions demandés par la C.B		1 548	3	3	3	3	224



III. PERSPECTIVES

L'activité de la Banque devrait connaître une progression notable par la mise en oeuvre des chantiers d'excellence 2021 qui se traduit essentiellement par l'extension du réseau, la diversification des produits à la clientèle et l'amélioration du système d'information.

Le plan stratégique s'accompagne également du renforcement du suivi du portefeuille.

Les efforts à déployer par la Banque sont soutenus par l'Etat qui a procédé au rachat et à la titrisation de créances privées.

En matière réglementaire, la Banque a pris toutes les dispositions utiles pour la mise en conformité avec Bâle 2 & 3 et le Plan Comptable Bancaire révisé.



Banque Nationale d'Investissement

Immeuble SCIAM,
Avenue Marchand, Plateau
01 BP 670 Abidjan 01
Tél. : (225) 20 20 98 00
Fax: (225) 20 21 35 78
info@bni.ci / www.bni.ci